



International des services publics www.world-psi.org mars 2007

À vos agendas !

8 au 22 mars, campagne de l'ISP "Eau, femmes et travail: sources de vie"

15 au 17 mars, Asie du Sud: Comité sous-régional des femmes et Comité consultatif sous-régional (SASRAC), Katmandou, Népal

20-21 mars, Groupe de travail ISP/FSESP sur l'intégration, Bruxelles

22 mars, Journée mondiale de l'eau

22 au 24 mars, Amériques: Comité régional des femmes et Comité exécutif régional (IAMREC), Québec

27 au 30 mars, Océanie: Comité sous-régional des femmes et Comité consultatif sous-régional (OSRAC), Auckland, Nouvelle-Zélande

28 au 30 mars, Groupe directeur de l'ISP sur le Secteur Public (PSSG), Genève

4 au 7 avril, Afrique et pays arabes: Comité régional des Femmes de l'ISP et Comité exécutif régional (AFREC), Tunisie

12 -13 avril, Commission du règlement du Congrès (3e réunion), Genève, Suisse

17-18 avril, Europe: Réunion du Comité exécutif régional (EUREC), Genève

15-16 avril, Forum européen de la jeunesse de l'ISP, Ferney-Voltaire, France

SIGNEZ NOTRE PETITION POUR DES SERVICES PUBLICS DE QUALITE, ACCESIBLES A TOUS

Ensemble, revendiquons des services publics au service des citoyen(ne)s et demandons à la Commission Européenne de proposer une législation européenne.

www.petitionpublicservice.eu

L'eau ne sera pas privatisée à Quito, en Equateur



Le 7 mars dernier, le maire de Quito a annoncé publiquement l'abandon définitif du projet de privatisation de l'eau de la ville. Il s'agit là d'une victoire importante pour la Coalition de défense de l'eau, qui regroupe au niveau national des syndicats et des associations locales pour défendre le droit des êtres humains à l'eau. La municipalité de Quito envisageait depuis 2003 de privatiser son entreprise de distribution et d'assainissement des eaux (EMAAP-Q). La municipalité avait chargé Price Waterhouse d'effectuer une étude sur la privatisation d'une partie du système, en arguant que les ressources publiques étaient insuffisantes pour investir dans les nouvelles infrastructures requises. La Coalition a réussi à démontrer qu'en réalité, les calculs financiers de Price Waterhouse exigeaient que la municipalité fournisse près de 20 millions de dollars dans les 5 premières années, tandis que les concessionnaires privés qui reprenaient le service ne devraient apporter que 7 millions de dollars et pourraient probablement réaliser, dès la septième année de concession, un bénéfice pouvant atteindre 226 millions de dollars pendant les 30 années suivantes. Ils auraient en outre les droits exclusifs sur les ressources d'eau de la région de Quito. La Coalition a mené avec succès une campagne d'information et de formation pour dénoncer cette privatisation, pour obtenir que l'eau reste dans le domaine public et pour réaffirmer le droit fondamental à l'eau pour les êtres humains. Pour davantage d'informations, voir le communiqué

de presse sous <http://www.world-psi.org/TemplateFr.cfm?Section=French>.

Les affiliés de l'ISP célèbrent la Journée de la femme sur le thème "Eau, femmes et travail"



Les journées d'action "Eau, femmes et travail" ont débuté le 8 mars, Journée internationale de la femme. Les affiliés de l'ISP ont souligné l'importance de l'eau pour les femmes et le lien qui existe entre une gestion publique de l'eau et l'égalité des genres. Ils ont organisé des débats sur l'eau, considérée comme un droit fondamental, et sur les stratégies qui

permettent de lutter contre sa privatisation. En Algérie, le SNAPAP a organisé une campagne d'une semaine sur le droit à l'eau. En Amérique latine, la FFOSE uruguayenne et la FENTAP péruvienne ont renforcé les connaissances des affiliés dans ce domaine et ont communiqué l'expérience organisationnelle des femmes syndicalistes. Dans la région andine, des comités de femmes publient un dépliant décrivant le combat des femmes pour que l'eau reste dans le domaine public. Dans d'autres parties du monde, des femmes ont organisé des veillées, des tables rondes, des meetings, des manifestations et des envois massifs de cartes postales. Certaines ont rédigé des déclarations politiques, organisé des forums nationaux et internationaux sur le thème "L'eau et les femmes", ont fait pression sur leurs ministres des Finances pour qu'ils investissent suffisamment dans le secteur de l'eau et ont tenu des débats publics avec des dirigeants politiques. Merci de nous envoyer des comptes rendus de l'implantation de la campagne "Eau, femmes et travail" dans votre pays, pour que nous puissions partager ces informations avec les autres affiliés de l'ISP. Le matériel de la campagne, d'abord disponible en anglais, en français et en espagnol, a été traduit en thaï, en hindi, en indonésien et en néerlandais. www.world-psi.org/water2007.

Des syndicats résistent à l'OMC



Dans les négociations globales sur le libre échange, des syndicats de pays en développement ont demandé à leurs gouvernements de résister à la pression de l'Union européenne, des Etats-Unis et d'autres pays qui veulent des réductions drastiques dans les tarifs de l'industrie. Les pays riches, mis en demeure de réduire leurs subventions à l'agriculture et leurs tarifs agricoles, ont demandé en contrepartie des concessions dans le domaine des marchandises industrielles des pays en développement. Un groupe de dix pays en développement, répondant à l'appellation officielle d'AMNA-11 et comprenant l'Inde, le Brésil, l'Argentine, l'Afrique du Sud et l'Egypte, a insisté pour que les Etats pauvres puissent réduire leurs tarifs industriels d'un montant nettement moins élevé que les pays développés. Mais les syndicats disent que l'AMNA-11 a déjà trop donné et ne doit pas faire de nouvelles concessions. "Les négociations commerciales qui promettaient... de promouvoir les besoins et les intérêts des travailleurs/euses dans les pays en développement, sont loin de produire ces effets", affirment-ils dans une déclaration. Bruxelles, soutenue par Washington, a proposé de plafonner à 10% le protectionnisme tarifaire pour les pays développés, et à 15% pour les pays en développement. Mais l'AMNA-11 insiste pour qu'il y ait au moins 0,25% d'écart entre les deux. [Lisez ici](#) la déclaration des syndicats dans son intégralité.

Vote historique pour les droits des travailleurs/euses aux Etats-Unis



Aux Etats-Unis, la Chambre des Représentants a voté une nouvelle "loi de libre choix des employés" qui accorde de nouveaux droits aux travailleurs/euses américains. Le H.R. 800 "modifie la loi nationale sur les relations professionnelles, posant les bases d'un système qui permet aux employés de créer des organisations syndicales, d'y adhérer ou d'y collaborer, et prévoyant des injonctions des tribunaux pour sanctionner les injustices pendant les activités de recrutement syndical". Au cours d'une semaine d'action, des travailleurs/euses ont rencontré des membres du Congrès et des dirigeants locaux dans plus de cent villes, pour les pousser à faire passer la loi. Ils ont organisé des conférences, des tables rondes de travailleurs/euses, des rassemblements divers, où des travailleurs et des dirigeants syndicaux et autres ont rencontré au moins 130 membres du

Congrès. L'AFL-CIO a envoyé plus de 5 millions de courriels à des activistes. Cette action a porté ses fruits: la loi a été votée par 241 voix contre 185. C'est la première étape vers une véritable protection des droits des travailleurs. Cette loi va permettre de simplifier les certifications syndicales, elle va faciliter la négociation collective et protéger les travailleurs/euses contre la discrimination. Voir <http://www.govtrack.us/congress/bill.xpd?bill=h110-800>

Ukraine: violence au travail dans le secteur de la santé



Le syndicat des travailleurs/euses de la santé de la région de Kharkiv, en Ukraine, a déposé une requête auprès des ministères de l'Intérieur et de la Santé pour qu'ils assurent la sécurité du personnel médical sur les lieux de travail. Le syndicat demande des mesures d'urgence, car à Kharkiv et dans la région, ce personnel a été victime de "brutalités, d'outrages délibérés et d'autres formes d'agression". L'appel mentionne les dispositions de la Constitution qui garantissent à tout citoyen le droit à des conditions de travail décentes, soucieuses de leur sécurité et de leur santé.

Chaîne d'hôtels Scandic vendue à la suite du boycott syndical

Scandic Dans [notre numéro](#) de janvier, nous avons parlé des hôtels Hilton de Norvège qui, au nom de l'embargo des Etats-Unis contre Cuba, refusaient aux Cubains l'accès aux hôtels de leur chaîne Scandic. Or la loi norvégienne interdit ce genre de discrimination basée sur l'appartenance ethnique ou la nationalité, et le groupe Hilton pouvait s'attendre à des amendes pour avoir expulsé ces clients. En outre, le mouvement syndical norvégien a appelé à un boycott à grande échelle, et les hôtels ont perdu beaucoup d'argent. Aux dernières nouvelles, les hôtels Scandic ont été rachetés par EQT V, un groupe de capitaux privés qui promet de respecter la loi norvégienne et d'accueillir toutes les nationalités.

Garder la tête froide



Un affilié de l'ISP, le syndicat canadien NUPGE (Syndicat national des employées et employés généraux et du secteur public) a publié une brochure sur les changements climatiques, dont on peut traduire le titre par: "Garder la tête froide - un ABC du climat". Elle explique les causes du changement climatique et ce que peuvent faire les individus et les syndicats pour réduire les gaz à effet de serre qui y contribuent. Elle donne une liste des moyens les plus efficaces pour préserver la nature et améliorer notre qualité de vie: par exemple en diminuant de 10% la consommation d'énergie des ménages, en achetant des produits alimentaires locaux, en choisissant un véhicule qui pollue le moins possible et en cessant d'utiliser des pesticides. Cette brochure est maintenant disponible en format pdf sur le site de NUPGE:

http://www.nupge.ca/publications/Environment/Keeping_Our_Cool.pdf

La Norvège renonce à un projet de privatisation controversé



Les contributions de la Norvège au fonds PPIAF vont cesser dès le 30 juin. En retirant son soutien financier et politique à la PPIAF, la Norvège donne un signal important aux autres bailleurs de fonds. Depuis sa création en 1999, la *Public Private Infrastructure Advisory Facility* a financé des consultants en privatisation dans 37 pays, qui vont de l'Afghanistan à la Zambie. Les ONG *World Development Movement* et *FIVAS* ont publié un nouveau rapport, dont on peut traduire le titre par: "Histoire d'un échec, ou comment l'aide aux réformes dans le secteur de l'eau pourrait être mieux utilisée". Les activités de la PPIAF y sont analysées, notamment la manière dont ce fonds se sert de consultants pour promouvoir la privatisation de l'eau - malgré les échecs reconnus que cette privatisation a déjà entraînés au détriment des plus pauvres. Ce rapport recommande des méthodes alternatives pour améliorer l'accès des plus pauvres à l'eau et propose un soutien

financier pour renforcer le secteur public par une coopération accrue entre les opérateurs publics de l'eau. Pour lire le rapport (en anglais): <http://www.rorg.no/noop/file.php?id=1512>.

Sans droit à la négociation collective



Notre numéro de janvier du Flash ISP contenait [un article](#) sur des organisations syndicales mexicaines, étatsunniennes et canadiennes, représentant à elles toutes plusieurs millions de travailleurs/euses, qui ont déposé conjointement une plainte contre les Etats-Unis pour infraction à l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine du travail (ANACT), accord parallèle à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Cette plainte accuse la Caroline du Nord et les Etats-Unis de violer l'ANACT et le droit international en refusant à 650.000 employé-e-s du secteur public le droit à la négociation collective. La demande d'une audience générale auprès de la Commission inter-américaine des droits de l'homme (CIDH) n'a pas pu être accordée pendant la session d'hiver étant donné le grand nombre d'audiences demandées, mais elle sera de nouveau soumise, soit pour la session de juillet, soit pour celle d'octobre 2007. [Cliquez ici](#) pour lire la lettre qui a été envoyée à la Commission et dont l'ISP est signataire.

Costa Rica: Pourquoi nous disons non au CAFTA



Le 26 février, des dizaines de milliers de Costariciens ont manifesté dans les rues pour empêcher la ratification de l'accord de libre-échange et refuser l'application de la législation demandée par les Etats-Unis. Le Costa Rica est le seul des pays concernés qui n'a pas encore ratifié l'Accord de libre-échange entre les Etats-Unis, l'Amérique centrale et la République dominicaine (CAFTA+DR) - et ce vaste mouvement de la base souhaite veiller à ce que le gouvernement ne se laisse pas convaincre. Voir http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=7385.

Attention au stress au travail dans les pays en développement



L'Organisation Mondiale de la Santé a publié une brochure intitulée (c'est nous qui traduisons) "Attention au stress au travail dans les pays en développement: un risque nouveau dans un environnement de travail traditionnel". Avec la mondialisation et l'évolution des modes de travail, le stress lié au travail est une préoccupation croissante dans les pays en développement. En général, les initiatives tendant à la santé et à la sécurité au travail se concentrent plutôt sur les dangers chimiques, biologiques et physiques, et les risques psychosociaux sont encore largement ignorés; leurs causes et leurs effets sont encore mal connus dans le contexte des pays en développement. Cette brochure sensibilise les employeurs et les représentants des employés à cette question. Le texte intégral peut être téléchargé sur http://www.who.int/occupational_health/publications/pwh6pub.pdf

Même au travail, une Japonaise continue à servir le thé !



Dans une grande entreprise commerciale japonaise, une employée de bureau de 59 ans a eu la surprise de voir tous les hommes de son service transférés dans des bureaux plus élégants, alors que les femmes restaient dans les anciens locaux. L'affront ne s'est pas arrêté pas là: alors que son travail consiste à s'occuper de factures et de formulaires douaniers, cette femme a été priée de faire de longs périples dans les couloirs pour aller servir le thé aux employés hommes et aux clients qu'ils reçoivent. Motif: il n'y avait pas d'employées femmes dans le nouveau secteur, ce qui pose problème dans un pays où l'on attend encore des femmes qu'elles servent

des boissons dans les bureaux. Elle s'est plainte, son patron lui a répondu: "Nous n'allons pas engager une femme rien que pour servir du thé". Cette employée s'est jointe à cinq autres femmes pour porter plainte contre son entreprise pour discrimination.

Les flux migratoires des travailleurs/euses de la santé en Europe



Le Département des activités sectorielles de l'OIT, secteur des services de santé, a lancé une recherche sur la mobilité des travailleurs/euses de la santé en Europe, et plus particulièrement en Europe de l'Est. Un rapport de Christiane Wiskow sur les flux migratoires en Europe, qui comporte des études de cas sur la Roumanie, la République tchèque, la Serbie et la Croatie, présente les résultats de cette recherche. La première partie récapitule le débat sur la migration internationale des travailleurs/euses de la santé en Europe, avec notamment un résumé des grandes tendances migratoires dans

le contexte de l'élargissement de l'Union européenne, des informations sur ces flux dans le domaine de la santé et une analyse de certains facteurs tels que les politiques de gestion de la migration, les mécanismes régulateurs professionnels et les facteurs démographiques ou sociaux déterminants que sont l'âge et les conditions de travail. La deuxième partie du rapport présente les études de cas de ces quatre pays, par rapport au marché du travail de la santé et aux problématiques de main d'œuvre. Les informations dont on dispose dans ces pays sur la migration internationale des travailleurs/euses de la santé sont également récapitulées. Pour télécharger le rapport: <http://www.ilo.org/public/english/dialogue/sector/papers/health/wp245.pdf>

Philippines: migration des travailleurs/euses de la santé



Le département des activités sectorielles de l'OIT a publié un rapport de l'Institut des politiques de la santé et des études du développement de Manille, qui nous informe sur la migration des travailleurs/euses de la santé philippins et sur ses répercussions, pour eux, pour leurs familles, leur profession et pour le pays en général. On sait que les Philippines sont l'un des principaux pays pourvoyeurs de travailleurs/euses de la santé. Depuis des décennies, il fournit régulièrement ce type de personnel qualifié à des pays comme les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite. Ce rapport cherche à expliquer pourquoi ces travailleurs/euses choisissent d'émigrer ou, le cas échéant, de rester dans leur pays. Il examine les effets de cette migration sur le système de santé philippin, sur les services qu'il fournit et sur les conditions de travail du personnel restant. Il analyse les politiques et les pratiques actuelles en matière de migration, expose les différents points de vue et cite les différents groupes d'intérêts. Il en tire des leçons, des bons exemples et recommande des stratégies et des pratiques pour une gestion socialement acceptable de la migration des travailleurs/euses de la santé. Vous pouvez télécharger le rapport ici:

<http://www.ilo.org/public/english/dialogue/sector/papers/health/wp236.pdf>

Tendances de l'emploi des femmes au niveau mondial



A l'occasion de la Journée de la Femme, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a publié un nouveau rapport sur les tendances de l'emploi des femmes en 2007. Ce rapport révèle que plus de femmes que jamais travaillent, mais qu'il subsiste un écart persistant entre hommes et femmes en ce qui concerne le niveau hiérarchique, la sécurité de l'emploi, les salaires et l'éducation, et que cet écart contribue à "la féminisation de la pauvreté des personnes actives". Plus de femmes que jamais sont chômeuses (81,8 millions), végètent dans des emplois à basse productivité dans l'agriculture et dans les services, ou reçoivent, à travail égal, des salaires moindres que les hommes. En outre, le nombre des femmes en âge de travailler qui travaillent ou cherchent du travail a cessé de croître ou a reculé dans certaines régions, notamment parce que davantage de femmes étudient.

"Malgré certains progrès, beaucoup trop de femmes restent confinées dans les emplois les moins

rémunérés, souvent dans l'économie informelle, où la protection juridique et sociale fait défaut et où le l'insécurité est plus grande", explique Juan Somavia, Directeur général de l'OIT. "Il reste du chemin à faire pour promouvoir un travail décent, instrument fondamental dans la quête de l'égalité, et ainsi augmenter les revenus et les chances des femmes et permettre aux familles de sortir de la pauvreté." Voir www.ilo.org/trends.

Recherche appliquée sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

L'International Poverty Centre (IPC), du PNUD, a créé un site web consacré à la recherche appliquée sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ce site contient des publications récentes de recherches de l'IPC consacrées aux OMD, ainsi que des informations, de la documentation et du matériel de formation sur les derniers événements organisés par l'IPC pour les OMD. Voir www.undp-povertycentre.org/mdg.htm.

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message. Vous pouvez aussi le distributer autour de vous, et nous envoyer vos commentaires: communications@world-psi.org.



International des Services Publics
www.world-psi.org communications@world-psi.org